

Des maladies éradiquées dans plusieurs pays

Comme la Guinée avec la maladie du sommeil, 44 pays ont réussi à se débarrasser de pathologies depuis 2020

La Guinée pourra-t-elle bientôt se débarrasser définitivement de la maladie du sommeil? Ce pays d'Afrique de l'Ouest vient en tout cas de remporter un premier round contre la trypanosomiase humaine africaine (THA), provoquée par un parasite transmis par la célèbre mouche tsé-tsé. Le 30 janvier, elle a fait valider par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'élimination de la maladie comme problème de santé publique. La Guinée rejoint ainsi le club des 44 pays ayant réussi à éliminer une maladie depuis 2020 à l'échelle mondiale. Une certification qui vient couronner des dizaines d'années de lutte contre cette pathologie provoquant une détérioration du système nerveux, fatale en l'absence de traitement.

Concrètement, cette élimination de la maladie du sommeil signifie que son incidence est passée sous le seuil fatidique de 1 cas pour 10 000 habitants dans les régions où elle continuait de sévir. Elle est donc toujours là, mais les efforts déployés depuis le début des années 2000 ont permis de réduire de 97,5% le nombre de cas au cours des deux dernières décennies. La prochaine étape que se fixe le gouvernement guinéen est de stopper complètement la transmission de la maladie du sommeil d'ici à 2030. Un espoir fou il y a encore quelques années, aujourd'hui à portée de main.

Nouveau médicament oral
L'histoire de la lutte contre la THA est semée d'embûches. Le largage massif de l'insecticide DDT par avion a permis de la mettre sous cloche dans les années 1960... jusqu'à sa réémergence dans les années 1980. «On a atteint un niveau de contrôle qui nous a fait croire que la maladie avait été supprimée mais elle continuait à circuler à bas bruit», raconte Mamadou Camara, expert de la lutte contre la THA.

Dans les années 2000, le chercheur prend la tête d'un programme national ambitieux et la Guinée devient un laboratoire de la lutte contre la maladie du sommeil. Après le coup d'arrêt provoqué par l'épidémie d'Ebola en 2014, le pays a finalement réussi à s'en débarrasser en



Un piège à mouches tsé-tsé, fabriqué à partir d'un écran bleu et d'insecticide, près de Sinfra, en Côte d'Ivoire, en 2019. ISSOUF SANOGO/AFP

dix ans, grâce à deux types d'outils. D'abord, l'étude du vecteur. Des chercheurs de l'École de médecine tropicale de Liverpool, au Royaume-Uni, et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), en France, ont découvert que la mouche tsé-tsé avait deux particularités qui la rendaient plus facile à contrôler que le moustique : la femelle produit une seule larve vivante tous les dix jours et est attirée par de petits objets bleus. Le déploiement dans la mangrove de petites cibles bleues imprégnées d'insecticide a ainsi suffi à supprimer de 60% à 80% de ces insectes sans impact environnemental. C'est d'ailleurs cette expérimentation guinéenne qui a convaincu l'OMS d'intégrer la lutte antivectorielle parmi les outils indispensables de la guerre contre la maladie du sommeil.

En parallèle, des chercheurs se sont engagés dans la recherche de nouveaux traitements pour rem-

En seulement deux ans, six pays ont réussi à contrôler le paludisme

placer le seul médicament disponible jusque-là, le mélarsozol, un dérivé d'arsenic, presque aussi dangereux pour les patients que la maladie elle-même.

L'organisation non gouvernementale Drugs for Neglected Diseases Initiative («initiative sur les médicaments contre les maladies négligées», DNDI) a coordonné les travaux qui ont permis de repositionner le fexinidazole, dont l'usage a été validé par l'Agence européenne des médicaments après une dizaine d'années d'efforts. Un nouveau traitement oral, l'acoziborole, à prendre une seule fois, dont l'efficacité

et la tolérance sont prouvées depuis 2022, devrait bientôt être validé à son tour. «Nous sommes confiants, les résultats sont excellents», assure Luis Pizarro, directeur exécutif de DNDI.

Comme la Guinée, huit autres pays africains sont parvenus à contrôler la maladie du sommeil depuis cinq ans. Plus globalement, dans le monde, ce sont 44 pays qui ont réussi à éliminer une maladie de leur territoire depuis 2020.

Equilibre fragile

Ces succès sanitaires sont validés par des experts de l'OMS, selon des grilles d'évaluation précises et complexes variant en fonction des maladies. Parmi les principaux critères étudiés, trois se dégagent : l'engagement des gouvernements et la priorité donnée à l'élimination de la pathologie, le déploiement d'outils de dépistage et de traitements sur tout le territoire et enfin la fiabilité des dispositifs de

surveillance, afin de s'assurer de la robustesse des données.

Ces dernières années, les victoires s'accumulent, notamment dans la lutte contre le paludisme. En seulement deux ans, six pays ont réussi à contrôler cette maladie transmise par les moustiques anophèles et provoquant la mort de 600 000 personnes chaque année dans le monde. Parmi eux, le Cap-Vert et l'Égypte ont vu leurs efforts récompensés en 2024. D'autres pays se sont distingués en menant plusieurs batailles de front. Entre 2011 et 2022, le Togo a ainsi patiemment éliminé la maladie du sommeil, deux maladies parasitaires – celle du ver de Guinée et la filariose lymphatique –, ainsi que le trachome, une maladie infectieuse de l'œil due à une bactérie.

Mais ces efforts reposent sur un équilibre fragile. «On entre dans une nouvelle ère de financements incertains et surtout d'impact croissant du réchauffement clima-

tique, où le contrôle des maladies vectorielles va devenir plus complexe, avertit Jérôme Salomon, sous-directeur général pour la couverture sanitaire universelle et les maladies transmissibles et non transmissibles à l'OMS. À l'inverse, on a aussi des innovations et de la recherche scientifique très mobilisatrices.»

Jusque-là, une seule maladie a été véritablement éradiquée de la surface du globe : la variole, une maladie exclusivement humaine qui ne dispose pas de réservoir animal dans lequel elle peut continuer à se diffuser. Deux autres sont toutefois proches de disparaître : la maladie du ver de Guinée, qui continue de provoquer quelques cas aux confins du Tchad, du Cameroun et de la République centrafricaine. Et surtout la poliomyélite, contre laquelle l'OMS est intensivement mobilisée, notamment par le biais des financements de la Fondation Gates.

De nouveaux traitements donnent également de l'espoir contre deux fléaux. D'un côté, le lénacavir, cet antirétroviral permettant de se protéger des infections VIH par une simple injection tous les six mois, alors que le sida a fait 630 000 morts dans le monde en 2023. Mais également un nouveau vaccin contre la tuberculose – l'une des dix premières causes de mortalité dans le monde avec 1,8 million de morts chaque année –, dont les essais cliniques sont en cours. «La vraie question c'est de savoir si ces traitements seront accessibles financièrement au plus grand nombre», avance Jérôme Salomon.

La victoire contre les maladies est toujours fragile. En Guinée, Mamadou Camara a bien conscience que la maladie du sommeil risque de refaire surface. «Il ne faut pas qu'on soit victimes de notre succès, comme dans les années 1960, et qu'on abandonne la lutte», avance-t-il. L'enjeu est désormais d'aller chercher les derniers cas, identifiés dans les zones forestières isolées du pays, en sensibilisant toujours plus la population, dans l'espoir que cette maladie ne devienne plus qu'un mauvais souvenir. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Après le séisme en Birmanie, un élan citoyen en l'absence de l'armée

A Mandalay et Sagaing, villes parmi les plus touchées, la population organise les secours avec l'aide de volontaires venus de Rangoun

BANGKOK - correspondant en Asie du Sud-Est

Alors que le bilan du séisme d'une magnitude de 7,7 qui a frappé la Birmanie, le 28 mars, a dépassé les 3 000 morts, un expert étranger d'une grande agence internationale qui s'est rendu à Mandalay dimanche et lundi décrit au Monde, sous le couvert de l'anonymat, une situation très contrastée. Si la partie orientale de la ville de 1,6 million d'habitants est très peu touchée, dans le nord-ouest de Mandalay, entre le palais royal et le fleuve Irrawaddy, les dégâts sont bien plus importants – des immeubles de huit étages sont notamment réduits à des tas de gravats.

La ville n'est pas paralysée : «Dans toute la partie est de la ville, les restaurants, les magasins, même les salons de beauté rouvrent. Les gens doivent travailler. Les grands marchés couverts sont fermés pour des inspections, mais, dans la rue, on voit des étals de nourriture, de vêtements, de

fleurs. Ce n'est pas une ville à genoux», explique-t-il.

Des milliers de déplacés sont installés le long des douves du palais royal, où des équipes de bénévoles distribuent continuellement de l'eau et des repas. La réponse citoyenne au séisme a été majeure. «On croise des dizaines de convois venant de Rangoun, avec des banderoles indiquant "donations" – en provenance de banques, d'entreprises, de monastères, détaille l'expert étranger. Devant l'hôpital, on peut voir des dizaines d'ambulances toutes différentes, car elles appartiennent à toutes sortes d'organisations caritatives.»

Mais la carte des zones atteintes, du nord au sud, le long de la faille de Sagaing, origine du séisme, indique que certaines localités ont été beaucoup plus touchées que Mandalay. C'est le cas de la ville de Sagaing, dont l'agglomération compte 300 000 habitants, située face aux faubourgs sud de Mandalay, sur la rive opposée du fleuve Irrawaddy. «La dévastation y est totale. Les routes qui mènent à Sagaing ont des trous béants. Le

pont ferroviaire s'est effondré. Les lignes électriques sont par terre, il n'y a aucune connexion», décrit au Monde, jeudi 3 avril, Titon Mitra, directeur du Programme des Nations unies pour le développement en Birmanie, lui aussi de retour de Sagaing. «Ce sont 80% des habitations qui sont endommagées, et la moitié l'est très fortement, poursuit-il, contre 30% à Mandalay, dont la moitié très endommagée.» Le nombre de morts à Sagaing pourrait atteindre, selon lui, plusieurs milliers.

«On manque de sang»

Quant aux zones plus au nord, plus ou moins sous contrôle de groupes de résistants armés en guerre contre la junte militaire, les organisations internationales n'y ont pas accès. «Il faut comprendre que ce qui arrive dans toute cette partie de la Birmanie, c'est un désastre sur un autre désastre», explique Titon Mitra. Il y avait déjà 1,5 million de déplacés à cause des combats dans les zones touchées par le tremblement de terre. Il n'y a pas assez de person-

nel dans les hôpitaux, on manque de sang. Nous sommes préoccupés par l'apparition de maladies comme le choléra et le typhus.»

A Mandalay, les secours sont assurés par des équipes venues de l'étranger, quelques pompiers, des organisations privées. Selon l'expert anonyme cité plus haut, «on ne voit pas de soldats fouiller les décombres, ni de bulldozers de l'armée, juste quelques soldats les armes à la main lorsqu'il faut sécuriser un périmètre de recherche». «[L'ampleur de la mobilisation citoyenne] peut se lire comme une revendication politique : on sait que vous n'êtes pas capables de nous aider», poursuit cet observateur. Contrairement à des rumeurs initiales, Mandalay n'est pas astreint à un couvre-feu, et les forces policières y sont très peu visibles.

En mal de reconnaissance, et frappée par des sanctions à la suite du coup d'Etat militaire de février 2021, la junte birmane, qui a appelé à l'aide internationale dans les heures qui ont suivi le séisme, a largement ouvert les portes aux équipes des pays alliés

et voisins. Outre des Chinois et des Indiens venus en nombre, ainsi que les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean, regroupant 10 pays dont la Birmanie), les témoins ont pu voir des camions rutilants débarquer d'un gros-porteur venu des Emirats arabes unis. La Russie, alliée numéro un du régime militaire, a dépêché 300 personnes et mis en place un hôpital de campagne dans le stade de Mandalay.

La première ONG française arrivée en Birmanie, une équipe de quatre personnes de l'association L'Espoir du peuple ARSI (Aides, recherches et sauvetages Internationales), était sur la route de Mandalay jeudi midi. Ses membres étaient munis d'une autorisation obtenue par l'ambassade de France et permettant, en principe, de recevoir un visa à l'arrivée comme les autres secouristes étrangers, mais ont été contraints de passer vingt-quatre heures dans la zone de transit de l'aéroport de Rangoun, le 1^{er} avril.

Alors que l'armée birmane est sur la défensive face à la coalition

de forces qui a pris les armes contre elle, et que le séisme du 28 mars a encore un peu plus exacerbé les manquements du gouvernement militaire, le général Min Aung Hlaing privilégie ostensiblement les soutiens des pays du Sud global. Le chef de la junte a confirmé qu'il se rendrait comme prévu, vendredi 4 avril, à Bangkok pour le sommet des chefs d'Etat de la Bimstec (Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectionnelle), un groupement régional des pays du golfe du Bengale (Thaïlande, Myanmar, Inde, Bangladesh, Népal, Sri Lanka et Bhoutan). C'est la première fois qu'il se rend dans un pays de l'Asean depuis que cette organisation l'a banni de ses sommets en 2021 pour tenter, en vain, de le pousser au dialogue avec l'opposition. La junte militaire a consenti le 2 avril un cessez-le-feu temporaire, jusqu'au 22 avril, la résistance ayant, elle, promis une trêve dans les zones affectées par le séisme dès le 30 mars. ■

BRICE PEDROLETTI